

Bureau syndical

Procès-verbal des délibérations
Séance du 7 décembre 2023



Séance et ordre du jour

L'An deux mille vingt-trois, le sept décembre, à 13 heures 45, le BUREAU du Syndicat des Energies et de l'Aménagement Numérique de la Haute-Savoie, dûment convoqué en date du 30/11/2023, s'est réuni 'Salle du Comité' du SYANE, sous la présidence de Monsieur Joël BAUD-GRASSET.

Etaient présents :

Mmes PARIS, TARAGON.

MM. AEBISCHER, BAUD-GRASSET, BOISIER, DAVIET, DEAGE, DESCHAMPS, FRANCOIS, JACQUES, PEUGNIEZ, RATSIMBA.

Avaient donné pouvoir :

MM. COUTIER, SADDIER.

Etaient absents ou excusés :

Mmes DALL'AGLIO, DETURCHE, MERMIER, WENDLING.

MM. BOUCHET, BOUVARD, CALLET, CHASSAGNE, GILLET, GUILLOTTE, GYSELINCK, HACQUIN, MATHIAN, OBERLI, STEYER.

Assistaient également à la réunion :

M. HACQUIN - en visioconférence.

Mmes JAILLET, KHAY, PERRILLAT,

MM. CHALLEAT, DUPERTHUY, GRANGE, LOUVEAU, SOULAS, VIVIAN : du SYANE.

Membres en exercice : 29

Présents : 12

Représentés par mandat : 2

Le Président ouvre la séance. Il propose d'ajouter à l'ordre du jour, le point n° 22 « Commune de CHATEL - Aménagement du lac de Vannes - Travaux de construction d'infrastructure d'éclairage public - Convention de maîtrise d'ouvrage avec la commune » et de retirer le point n° 15 « Fourniture de gaz naturel et de services associés - Convention constitutive de groupement de commandes ».

Après accord du Bureau, il donne connaissance de l'ordre du jour ainsi modifié :

SEANCE ET ORDRE DU JOUR-----2

FORMALITES DIVERSES -----5

- 1) Désignation du secrétaire de séance.....5
- 2) Approbation du compte-rendu de la réunion précédente - 2 novembre 2023.....5

MARCHES DE TRAVAUX -----6

- 3) Construction de réseaux de distribution publique d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications - Programme de décembre 2023 - Marchés de travaux.6
- 4) Commune de LA CHAPELLE D'ABONDANCE - Le Ris - Travaux de construction de réseaux de distribution publique d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications - Marché de travaux.7

- 5) Syan'Chaleur - Commune de SAINT-JEOIRE-EN-FAUCIGNY - Conception, réalisation, exploitation et maintenance d'une chaufferie bois et de son réseau de chaleur - Marché global de performance - Avenant n° 7.....8
- 6) Syan'Chaleur - Communes d'AMBILLY et de VILLE-LA-GRAND - Conception, réalisation, exploitation et maintenance d'une chaufferie bois et de son réseau de chaleur - Marché global de performance - Avenant n° 4.....9

MARCHES DE FOURNITURES ET SERVICES ----- 11

- 7) Communes du département de Haute-Savoie ayant transféré la compétence « Eclairage Public » au SYANE - Missions de vérification des installations d'éclairage extérieur ainsi que d'assistance et de conseil technique - Marché de services.11
- 8) Syan'Chaleur - Réalisation de chaufferies biomasse et de réseaux publics de chaleur - Accord-cadre de fourniture de chaudières bois déchiqueté et travaux associés - Délégation de signature au Président.11
- 9) Communes de la Haute-Savoie - Missions d'études de faisabilité pour le développement de réseaux de chaleur - Marché de prestations intellectuelles MS 22105 - Avenant n°1.....12
- 10) Avenant au marché de fourniture d'électricité - Lot 1_MF23031-01_ENGIE - Groupement d'achats d'énergie - Avenant visant à prendre en compte les conséquences de la modification du coefficient de bouclage de l'ARENH sur l'année 2024.14

CONVENTIONS ----- 15

- 11) Commune de PASSY - Rue de la Bergerie - Aménagement de voirie, renouvellement du réseau eau potable, mise en séparatif des réseaux humides et enfouissement coordonné des réseaux secs - Convention de groupement de commandes avec la commune.....15
- 12) Commune d'ESSERT-ROMAND - Route de Morzine tranche 3 - Renforcement des réseaux humides et enfouissement coordonné des réseaux secs - Convention de groupement de commandes avec la commune.....15
- 13) Commune du MONT-SAXONNEX - Aménagement espace ludique et sportif - Travaux de construction du réseau d'éclairage public - Convention de désignation de maîtrise d'ouvrage avec la commune.....16
- 14) Commune de QUINTAL - Service mutualisé de Conseil Energie - Nouvelle convention d'adhésion au service.17
- 15) Fourniture de gaz naturel et de services associés - Convention constitutive de groupement de commandes. **Retiré de l'ordre du jour**.....17
- 16) Numérique - Référentiel Très Grande Echelle et Plan de Corps de Rue Simplifié (RTGE/PCRS) - Signature de la convention de partenariat pour la constitution du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) de Haute-Savoie avec divers gestionnaires de réseaux.18
- 17) Numérique - Demandes d'adhésion aux services de Mutualisation Numérique Communale et Scolaire.....19

DIVERS ----- 21

| | |
|--|----|
| 18) Réseau public de distribution d'électricité - « Plan Qualité Electricité » à l'initiative du SYANE - Liste des opérations de travaux éligibles..... | 21 |
| 19) Fourniture d'électricité et de services associés - Délégation donnée au Président..... | 22 |
| 20) Distribution publique d'électricité et fourniture aux tarifs réglementés de vente - Compte Rendu Annuel d'Activité des Concessionnaires (CRAC) ENEDIS, EDF et des missions de contrôle. | 23 |
| 21) Distribution publique du gaz naturel - Comptes Rendus Annuels d'Activité du Concessionnaire (CRAC) GRDF et des missions de contrôle..... | 24 |
| 22) Commune de CHATEL - Aménagement du lac de Vannes - Travaux de construction d'infrastructure d'éclairage public - Convention de désignation de maîtrise d'ouvrage avec la commune. | 25 |
| 23) Questions Diverses. | 26 |

Formalités diverses

1) DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE.

Monsieur Jean-Michel JACQUES est désigné secrétaire de séance.

2) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA REUNION PRECEDENTE - 2 NOVEMBRE 2023.

Le compte-rendu de la réunion du 2 novembre 2023 est approuvé sans observation.

Marchés de travaux

3) CONSTRUCTION DE RESEAUX DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE, D'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE TELECOMMUNICATIONS - PROGRAMME DE DECEMBRE 2023 - MARCHES DE TRAVAUX.

Exposé du Président,

Dans le cadre de ses compétences, le SYANE est amené à réaliser des travaux de construction de réseaux de distribution publique d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications pour ses communes adhérentes.

L'état des projets terminés et des opérations planifiées dans le cadre du programme de travaux fait apparaître les besoins de mise en consultation des entreprises pour l'attribution de marchés de travaux comprenant tout ou partie des prestations précitées.

Les besoins à satisfaire concernent 8 opérations du programme de décembre qui donneront chacune lieu à l'attribution d'un marché dans le cadre des lots séparés suivants :

| N° du lot | Nom de la commune | Opération | Caractéristiques des travaux | Maître d'œuvre | Estimatif € HT |
|---------------|---------------------------|--|---|----------------|-------------------|
| 1 | ANNECY (Annecy-Pringy) | GER 2023 TR2 | Travaux de construction de réseaux d'éclairage public - 200 ml de tranchée, Rénovation 59 points lumineux - Délai d'exécution 150 j | GEOPROCESS | 168.105,00 € |
| 2 | ANNECY (Cran-Gevrier) | GER 2023 TR2 | Travaux de construction de réseaux d'éclairage public - 40 ml de tranchée, Rénovation 46 points lumineux - Délai d'exécution 90 j | GEOPROCESS | 155.527,50 € |
| 3 | ANNECY | Rue Georges Paccard | Travaux de construction de réseaux de distribution publique d'électricité, éclairage public et télécommunications - 1065 ml de tranchée, 15 points lumineux - Délai d'exécution 180 j | GEOPROCESS | 428.986,70 € |
| 4 | ETREMBIERES | Chemin des Pralets | Travaux de construction de réseaux de distribution publique d'électricité, éclairage public et télécommunications - 405 ml de tranchée, 7 points lumineux - Délai d'exécution 90 j | PROFILS ETUDES | 138.762,80 € |
| 5 | HABERE-POCHE | RD12 Cœur de village | Travaux de construction de réseaux de distribution publique d'électricité, éclairage public et télécommunications - 500 ml de tranchée, 11 points lumineux - Délai d'exécution 240 j | BRIERE RESEAUX | 346.426,80 € |
| 6 | ALLEVES | Poste Allèves | Travaux de renforcement de réseaux de distribution publique d'électricité, éclairage public et télécommunications - 400 ml de tranchée, 2 points lumineux - Délai d'exécution 100 j | GEOPROCESS | 144.553,93 € |
| 7 | CUSY | Vers Chéran | Travaux de renforcement de réseaux aérien de distribution publique d'électricité - Délai d'exécution 60 j | GEOPROCESS | 21.769,02 € |
| 8 | PUBLIER | Rue de Publier - Rue du Belvédère - Génie électrique | Travaux de génie électrique et superstructure de réseaux de distribution publique d'électricité et éclairage public - 6 points lumineux - Délai d'exécution 120 j | SINAT | 90.491,10 € |
| Montant total | | | | | 1.494.622,85 € |

La consultation a été lancée selon une procédure adaptée, en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique.

La Commission d'Appel d'Offres du Syndicat du 7 décembre 2023 propose de retenir, comme titulaires des marchés, les entreprises suivantes :

| LOT | TITULAIRE | MONTANT € HT DU MARCHÉ |
|-----|-------------------|------------------------|
| 1 | SPIE CITYNETWORKS | 148.746,65 |
| 2 | Guy CHATEL | 124.639,01 |
| 3 | CECCON | 416.714,70 |
| 4 | SPIE CITYNETWORKS | 143.658,02 |
| 5 | SPIE CITYNETWORKS | 316.752,70 |
| 6 | GUINTOLI | 139.349,90 |
| 7 | PORCHERON | 18.398,20 |
| 8 | SPIE CITYNETWORKS | 89.817,64 |

Le Président du Syndicat, représentant le pouvoir adjudicateur, a retenu les entreprises titulaires des marchés, conformément à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à donner leur accord aux marchés à conclure avec les titulaires proposés par la Commission d'Appel d'Offres du Syndicat,
2. à autoriser le Président à les signer.

Adopté à l'unanimité.

4) COMMUNE DE LA CHAPELLE D'ABONDANCE - LE RIS - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE RESEAUX DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE, D'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE TELECOMMUNICATIONS - MARCHE DE TRAVAUX.

Exposé du Président,

Dans le cadre de ses compétences, le SYANE est amené à réaliser des travaux de construction de réseaux de distribution publique d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications, secteur « Le Ris », sur la commune de LA CHAPELLE D'ABONDANCE.

L'état du projet terminé fait apparaître les besoins de mise en consultation des entreprises pour l'attribution du marché de travaux.

L'estimation, établie avant consultation, s'élève à 759.679,60 € HT.

Après consultation par voie de procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique, le Président du Syndicat, représentant le pouvoir adjudicateur, a retenu le groupement d'entreprises MCM/DAZZA/DEGENEVE sur la base d'un montant estimatif de 758.965,05 € HT.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à donner leur accord au marché à conclure avec le titulaire retenu,
2. à autoriser le Président à le signer.

Adopté à l'unanimité.

5) SYAN'CHALEUR - COMMUNE DE SAINT-JEOIRE-EN-FAUCIGNY - CONCEPTION, REALISATION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE D'UNE CHAUFFERIE BOIS ET DE SON RESEAU DE CHALEUR - MARCHÉ GLOBAL DE PERFORMANCE - AVENANT N° 7.

Exposé du Président,

Par délibération du Comité syndical du 29 juin 2017, le SYANE s'est doté de la compétence mentionnée à l'article L.2224-38 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales), en matière de création et d'exploitation de réseaux publics de chaleur et de froid.

Par délibérations concordantes du SYANE et de la commune de SAINT-JEOIRE-EN-FAUCIGNY, le SYANE est compétent depuis le 1^{er} octobre 2017, en lieu et place de la commune, pour la création et l'exploitation d'un réseau public de chaleur. La mise en œuvre et la gestion du réseau sont opérées par Syan'Chaleur, régie du SYANE.

Par délibération en date du 13 décembre 2018, le Bureau syndical a donné son accord à la conclusion d'un marché global de performance pour la conception, réalisation, exploitation et maintenance d'une chaufferie bois et de son réseau de chaleur avec le groupement d'entreprises représenté par ENGIE Energie Services.

Les travaux de réalisation du projet se sont déroulés durant l'année 2020. Le réseau de chaleur et la chaufferie ont été mis en service à l'automne 2020.

Le marché initial prévoit une exploitation des installations par ENGIE Energie Services jusqu'au 30 juin 2023. L'avenant n°6 au marché a prorogé la durée d'exploitation des installations par ENGIE Energie Services jusqu'au 15 janvier 2024.

La réception des installations n'a pas été prononcée par le SYANE, car les engagements de performance du titulaire concernant les émissions de poussières ne sont pas atteints.

Le SYANE a mis en demeure, par courrier en date du 8 août 2023, ENGIE Energie Services de réaliser tous les travaux nécessaires pour se conformer à ses engagements de performance.

Une solution technique a été proposée par ENGIE Energie Services, avec l'installation à ses frais d'un filtre céramique supplémentaire.

Les délais de fourniture et d'installation de cet équipement, puis de contrôle des performances de l'installation, nécessitent la prorogation de la durée d'exploitation par ENGIE Energie Services ; le SYANE ne pouvant pas confier l'installation à un autre exploitant tant que les équipements ne sont pas réceptionnés.

Dès lors et en vue de garantir une continuité du service public, il y a lieu d'établir un avenant n° 7 au marché, afin de :

- proroger la durée d'exploitation des installations par ENGIE Energie Services jusqu'à la vérification de la conformité des installations avec les performances contractuelles, et au plus tard jusqu'au 15 janvier 2025,
- intégrer au marché les caractéristiques techniques des travaux correctifs proposés par ENGIE Energie Services, à ses frais.

La rémunération du titulaire pour les opérations de fourniture des combustibles (bois et fioul) et d'exploitation maintenance (P2) est inchangée sur cette période par rapport à celle arrêtée dans le cadre de l'avenant n°6.

Cet avenant a un impact financier sur le montant total du marché d'environ 1 %, du fait de la prorogation de la durée d'exploitation.

Ces éléments ont été validés par le Conseil d'Exploitation de la Régie Syan'Chaleur dans sa séance du 30 novembre 2023.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver l'avenant n° 7 au marché global de performance,
2. à autoriser le Président à signer cet avenant.

Adopté à l'unanimité.

6) SYAN'CHALEUR - COMMUNES D'AMBILLY ET DE VILLE-LA-GRAND - CONCEPTION, REALISATION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE D'UNE CHAUFFERIE BOIS ET DE SON RESEAU DE CHALEUR - MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE - AVENANT N° 4.

Exposé du Président,

Par délibération du Comité syndical du 29 juin 2017, le SYANE s'est doté de la compétence mentionnée à l'article L.2224-38 du CGCT, en matière de création et d'exploitation de réseaux publics de chaleur et de froid.

Par délibérations concordantes du SYANE et des communes d'AMBILLY et de VILLE-LA-GRAND, le SYANE est compétent depuis l'automne 2019, en lieu et place des communes, pour la création et l'exploitation d'un réseau public de chaleur pour l'ensemble du périmètre de la ZAC Etoile sur ces deux communes, ainsi que sur un périmètre limitrophe à la ZAC.

La mise en œuvre et la gestion du réseau de chaleur sont opérées par Syan'Chaleur, régie du SYANE.

Par délibération en date du 5 juin 2020, le Bureau syndical a donné son accord à la conclusion d'un marché global de performance pour la réalisation et l'exploitation de ce réseau de chaleur avec le groupement d'entreprises DALKIA / CUYNAT CONSTRUCTION / SOHO ATLAS.

Les travaux ont débuté en mars 2021, et ont abouti à la mise en service de la chaufferie fin 2022.

Un avenant n°1 au marché a été notifié en novembre 2020 pour anticiper le démarrage d'une partie des études comprises dans la phase travaux du marché, sans impact financier sur le montant du marché.

Un avenant n°2, délibéré par le Bureau Syndical du 23 novembre 2021, a intégré au marché la réalisation d'une toiture végétalisée sur une partie de la toiture, avec un impact financier de + 0,7 % sur les opérations de conception-réalisation.

Un avenant n°3, délibéré par le Bureau Syndical du 7 juillet 2022, a déterminé les conditions provisoires de fourniture en combustibles et exploitation du réseau avant la mise en service des chaudières bois, et a dissocié les délais de réalisation du réseau de chaleur sur les différentes zones de la ZAC.

Les parties ont constaté que la formule d'actualisation des prix de travaux telle qu'initialement prévue au marché n'est pas représentative de l'évolution des coûts des prestations objet du marché.

En effet, celle-ci est basée sur un unique indice INSEE, BT40 (index Bâtiment base 2010) « chauffage central », composé de divers sous-indices (Matériel pour 3 %, Travail pour 46 %, Matériaux pour 41 %, Services pour 8 % et Transport pour 2 %).

Les parties ont convenu d'une formule d'actualisation plus représentative de l'évolution des coûts des prestations du marché relative à l'exécution des travaux de construction de la chaufferie. Cette formule est la suivante :

$$\text{Prix nouveau} = P_0 \times (0,15 + 0,15 \times \text{BT01}_m / \text{BT01}_0 + 0,10 \times \text{BT02}_m / \text{BT02}_0 + 0,15 \times \text{BT06}_m / \text{BT06}_0 + 0,15 \times \text{BT40}_m / \text{BT40}_0 + 0,15 \times \text{BT47}_m / \text{BT47}_0 + 0,15 \times \text{IA}_m / \text{IA}_0)$$

Avec :

BT01 : Indice Tous corps d'état

BT02 : Indice Terrassements

BT06 : Indice Béton armé et génie civil

BT40 : Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique)

BT47 : Indice Électricité

IA : Indice de prix à la production de l'acier pour la construction, référence 010536462

Il est donc proposé d'établir un avenant n°4 au marché, afin de :

- modifier les modalités d'actualisation des prix des travaux, notamment du fait des circonstances imprévisibles liées au contexte géopolitique mondial depuis 2020, en intégrant une nouvelle formule de calcul, identique à celle utilisée sur d'autres marchés globaux de performance de la régie,
- dissocier les délais de démarrage des travaux pour les parties « Est » et « Ouest » du réseau de chaleur à l'intérieur de la ZAC ; les travaux de la partie « Est » n'ayant pas pu débuter du fait de la nécessaire coordination avec les opérations d'aménagement de la ZAC. L'avenant prévoit également une actualisation des prix des travaux pour la partie « Est » à la date de démarrage réelle de la préparation des travaux par le titulaire.

Cet avenant a un impact financier sur le marché, égal à 9 % du montant des prestations de conception-réalisation commandées.

Ces éléments ont été validés par le Conseil d'Exploitation de la Régie Syan'Chaleur dans sa séance du 30 novembre 2023.

La passation de cet avenant a reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du Syndicat du 7 décembre 2023.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver l'avenant n° 4 au marché global de performance,
2. à autoriser le Président à signer cet avenant.

Adopté à l'unanimité.

Marchés de fournitures et services

7) COMMUNES DU DEPARTEMENT DE HAUTE-SAVOIE AYANT TRANSFERE LA COMPETENCE « ECLAIRAGE PUBLIC » AU SYANE - MISSIONS DE VERIFICATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE EXTERIEUR AINSI QUE D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL TECHNIQUE - MARCHE DE SERVICES.

Exposé du Président,

Dans le cadre de ses compétences, le SYANE est amené à confier à des personnes ou organismes agréés, des missions relatives à la conformité électrique des installations d'éclairage extérieur comprenant :

- des missions de contrôle électrique des installations d'éclairage extérieur sur les communes ayant transféré la compétence Eclairage Public au Syndicat,
- une assistance et un conseil technique auprès du pouvoir adjudicateur.

Dans cette perspective, le SYANE a lancé une consultation selon une procédure adaptée, en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique.

Cette consultation a pour objet la conclusion d'un marché accord-cadre de services fractionné à bons de commandes, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique sans minimum, avec un maximum financier de 215.000 € HT, sur la durée globale du marché.

Le marché est passé pour une durée d'un an à partir de sa prise d'effet et pourra être reconduit trois fois maximum, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Suite à cette mise en concurrence, le Président du Syndicat, représentant le pouvoir adjudicateur, a décidé de retenir l'entreprise DEKRA, qui présente l'offre la plus avantageuse, sur la base d'un montant estimatif de 32.304,00 € HT.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à donner leur accord à la conclusion du marché à bons de commandes retenu et à autoriser le Président à le signer,
2. à autoriser le Président à signer les bons de commandes correspondants lors de la survenance des besoins pendant toute la durée du marché.

Adopté à l'unanimité.

8) SYAN'CHALEUR - REALISATION DE CHAUFFERIES BIOMASSE ET DE RESEAUX PUBLICS DE CHALEUR - ACCORD-CADRE DE FOURNITURE DE CHAUDIERES BOIS DECHIQUETE ET TRAVAUX ASSOCIES - DELEGATION DE SIGNATURE AU PRESIDENT.

Exposé du Président,

Le SYANE dispose depuis 2017 de la compétence « création et exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid ». Ainsi, les communes peuvent transférer cette compétence au SYANE pour la réalisation de projets publics conformément à l'article L.2224-38 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Depuis 2022, plusieurs projets de réseaux publics de chaleur en centre-bourgs, pour des installations en « Bois-énergie » sur des plages de puissances d'environ 75 à 350 kW, ont été identifiés et sont en cours d'étude par le SYANE, sur sollicitation des communes.

La réalisation de certains de ces projets a d'ores et déjà été confiée à Syan'Chaleur, régie du SYANE avec autonomie financière, sans personnalité morale.

A horizon 4 ans, il est envisagé qu'une dizaine de projets de ce type soit confiée à Syan'Chaleur dont certains à engager dès le début de l'année 2024 (projet sur GLIERES-VAL-DE-BORNE).

Dans ce cadre, il y a lieu de disposer d'entreprises en capacité de fournir et poser des chaudières alimentées en bois déchiqueté, dans un cadre contractuel permettant d'optimiser les délais et montants d'achats des chaudières bois, et de disposer de spécificités techniques homogènes sur l'ensemble du parc géré par la régie.

Une consultation a été lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert selon les articles R.21-4-2-1 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché à conclure est un accord-cadre multi-attributaire (deux titulaires à retenir) avec remise en concurrence par marchés subséquents au sens des articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec un montant minimum de 300.000,00 € HT et avec un montant maximum de 5.000.000,00 € HT sur une durée maximale de 4 ans (2 années fermes renouvelable une fois pour la même durée).

Sur la base de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront conclus lors de la survenance de besoins de fourniture de chaudières alimentée en bois et équipements associés, ainsi que des travaux de mise en service, après remise en concurrence des deux titulaires.

Critères de jugement des offres :

- 50 % : valeur technique des prestations,
- 50 % : prix des prestations.

La remise des offres pour la consultation relative à la fourniture de chaudières alimentées en bois déchiqueté est prévue pour le 5 décembre 2023.

Conformément à l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, une Commission d'Appel d'Offres (CAO) va se réunir pour analyser les offres, les classer et attribuer l'accord-cadre aux deux candidats ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugements précités.

Les délais nécessaires à la procédure de passation ne permettent pas d'envisager l'inscription de l'accord-cadre au Bureau syndical du 7 décembre 2023. Le service va procéder à l'analyse des 4 offres qui viennent d'être remises.

Compte tenu que le prochain Bureau syndical ne sera pas réuni avant le 25 janvier 2024, il est proposé aux membres du Bureau de donner délégation au Président pour signer l'accord-cadre avec les deux titulaires retenus, sous réserve de l'attribution dudit accord-cadre par la Commission d'Appel d'Offres, réunie au plus tard à la fin du mois de décembre 2023.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à donner délégation au Président pour signer l'accord-cadre avec les deux titulaires qui auront proposé la meilleure offre au regard des critères de jugement précités, après attribution dudit accord-cadre par la Commission d'Appel d'Offres (CAO),
2. à autoriser le Président à signer les marchés subséquents qui seront passés pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Adopté à l'unanimité.

9) COMMUNES DE LA HAUTE-SAVOIE - MISSIONS D'ETUDES DE FAISABILITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE RESEAUX DE CHALEUR - MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES MS 22105 - AVENANT N°1.

Exposé du Président,

Les objectifs locaux inscrits aux Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET) des intercommunalités, ainsi que les objectifs nationaux établis dans la Loi Energie Climat, encouragent un développement conséquent des

réseaux de chaleur ou de froid pour l'alimentation en énergie thermique des bâtiments à partir d'énergies locales et renouvelables.

Ces réseaux de chaleur ou de froid sont par ailleurs de véritables outils de maîtrise des approvisionnements énergétiques.

Dans ce contexte, le SYANE est amené à réaliser des études d'aides à la décision dans le domaine des réseaux de chaleur ou de froid à partir d'énergies renouvelables, en accompagnement des communes et intercommunalités.

Au plan opérationnel, le Syndicat s'est doté en 2017 de la compétence « création et exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid ». Ainsi, les communes peuvent, selon leur souhait et conformément à l'article L.2224-38 du Code Général des Collectivités Territoriales, transférer cette compétence au SYANE pour la réalisation de projets publics, notamment au travers de la Régie Syan'Chaleur.

Le Syndicat dispose depuis l'été 2022 d'un accord-cadre avec le groupement de bureaux d'études formé par les sociétés INDDIGO et AMSTEIN WALTHERT avec pour sous-traitant ANTEA permettant la réalisation d'études à la survenance de besoins exprimés par collectivités adhérentes au SYANE.

Le marché est un accord-cadre de prestations intellectuelles à bons de commandes mono-attributaire, sans montant minimum et avec un montant maximum de 215.000,00 € HT sur la durée globale du marché, qui court à compter de sa notification, pour une durée d'un an renouvelable trois fois un an. Le marché a ainsi été renouvelé jusqu'au mois de juin 2024.

Du fait de la dynamique de transition énergétique du territoire, le montant maximum de ce marché va être atteint dans les prochains mois, avec notamment 5 études de faisabilité en cours et 12 études de faisabilité réalisées depuis la notification du marché, dont près des 2/3 ont abouti à une décision de réalisation de projets.

La procédure de renouvellement du marché va être lancée par le SYANE dans les prochaines semaines.

Afin de permettre la poursuite du dispositif d'accompagnement du SYANE auprès des collectivités adhérentes sans discontinuité avant le renouvellement du marché, il y a lieu d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre actuel.

Ainsi, il est proposé un avenant n°1 à l'accord-cadre pour porter son montant maximum de 215.000,00 € HT à 236.500,00 € HT, soit une augmentation de 10 %.

Il est précisé que les dépenses engagées dans le cadre de ce marché bénéficient :

- d'une part d'une participation à hauteur de 30 % du montant TTC des collectivités adhérentes du SYANE concernées par l'étude ;
- d'autre part de subventions de l'ADEME à hauteur de 60 % du montant TTC des études.

La passation de cet avenant a reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du Syndicat du 7 décembre 2023

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver l'avenant proposé,
2. à autoriser le Président à signer l'avenant n°1 à l'accord-cadre MS 22105.

Adopté à l'unanimité.

10) AVENANT AU MARCHÉ DE FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ - LOT 1_MF23031-01_ENGIE - GROUPEMENT D'ACHATS D'ÉNERGIE - AVENANT VISANT A PRENDRE EN COMPTE LES CONSÉQUENCES DE LA MODIFICATION DU COEFFICIENT DE BOUCLAGE DE L'ARENH SUR L'ANNÉE 2024.

Exposé du Président,

Dans le cadre du marché de fourniture d'électricité - LOT 1_MF23031-01_ENGIE - une partie des consommations des membres du groupement d'achats d'énergie pour lequel le SYANE est coordonnateur est aujourd'hui éligible au dispositif du droit à l'Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique (ci-après « ARENH »).

La quantité des consommations des membres du groupement éligible à ce dispositif est notamment aujourd'hui indirectement déterminée par un coefficient aujourd'hui fixé par arrêté. Ce coefficient de bouclage vise au calcul des droits ARENH associés à chaque consommateur en fonction de leur profil de consommation et vise ainsi à ce que la quantité totale d'ARENH attribuée annuellement soit représentative de la proportion de la production nucléaire dans la consommation totale sur le territoire métropolitain continental. Ainsi, le coefficient de bouclage détermine donc la quantité théorique d'ARENH disponible pour les consommateurs (et ce en l'absence d'écrêtement).

En raison de la baisse structurelle de la disponibilité du parc nucléaire (crise « COVID », calendriers d'arrêts de tranche, problèmes de corrosion sous contrainte, etc.), la valeur historique du coefficient de ce coefficient de bouclage n'était plus représentative de la part de la production nucléaire dans la consommation.

Ainsi, un arrêté en date du 27 juillet 2023 est venu modifier ce coefficient afin de le rendre cohérent avec la part de la production nucléaire dans la consommation électrique nationale. Il est aujourd'hui fixé à hauteur de 0,844. Cette modification aura notamment pour effet de diminuer les droits « ARENH » des membres du groupement d'achat d'électricité.

L'article 4.5 du cahier des clauses particulières du marché prévoit à ce titre que « *Dans le cas d'une évolution de la réglementation qui viendrait impacter significativement les conditions d'exécution des prestations (modification de la structure du dispositif à l'ARENH, du coefficient de bouclage associé au calcul des droits à l'ARENH, des certificats d'économie d'énergie ou de capacité...), le coordonnateur du groupement et le titulaire se rapprocheront pour préciser, le cas échéant, les modalités permettant de prendre en compte les modifications induites par voie d'avenant. Le titulaire du marché subséquent concerné s'engage à communiquer au coordonnateur tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par cette évolution réglementaire. En l'absence d'accord des parties au terme de ces échanges, le contrat n'est pas modifié.* »

Le présent avenant a pour objet de venir préciser les modalités de prise en compte de la modification de ce coefficient sur les droits « ARENH » des membres du groupement d'achat d'électricité pour la période de livraison afférente à l'année 2024. En particulier, il vise à paralléliser ces conséquences avec les potentiels effets d'écrêtements des droits « ARENH » des membres du groupement d'achat.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver le présent avenant,
2. à autoriser le Président à le signer.

Adopté à l'unanimité.

Conventions

11) COMMUNE DE PASSY - RUE DE LA BERGERIE - AMENAGEMENT DE VOIRIE, RENOUVELLEMENT DU RESEAU EAU POTABLE, MISE EN SEPARATIF DES RESEAUX HUMIDES ET ENFOUISSEMENT COORDONNE DES RESEAUX SECS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE.

Exposé du Président,

La commune de PASSY entreprend, sous sa maîtrise d'ouvrage, l'aménagement de voirie secteur rue de la Bergerie, le renouvellement du réseau d'eau potable ainsi que la mise en séparatif des réseaux humides.

Parallèlement à ces travaux, le SYANE procède à l'enfouissement des réseaux secs sur ce secteur.

Afin de rechercher les meilleures conditions techniques, financières et de délai de réalisation des travaux concomitants au chantier de voirie, il est proposé la mise en œuvre d'un groupement de commandes.

Il est constitué entre la commune et le SYANE un groupement de commandes, tel que défini par l'article L.2113-6 du Code de la commande publique.

Le groupement de commandes constitué aura pour mission de procéder, dans le respect des règles de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des contractants, pour les marchés de travaux relatifs à cette opération.

La commune de PASSY est désignée comme établissement coordonnateur du groupement qui va mener jusqu'à son terme la procédure de passation des marchés.

Il y a lieu de désigner un membre titulaire et un membre suppléant de la Commission d'Appel d'Offres du groupement, représentant le SYANE.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver le projet de convention de groupement de commandes,
2. à désigner M. Fernand DESCHAMPS comme membre titulaire du SYANE à siéger à la Commission d'Appel d'Offres du groupement, ainsi que M. Christian BOUVARD son suppléant,
3. à autoriser le Président à signer ladite convention de groupement de commandes.

Adopté à l'unanimité.

12) COMMUNE D'ESSERT-ROMAND - ROUTE DE MORZINE TRANCHE 3 - RENFORCEMENT DES RESEAUX HUMIDES ET ENFOUISSEMENT COORDONNE DES RESEAUX SECS - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE.

Exposé du Président,

La commune d'ESSERT-ROMAND entreprend, sous sa maîtrise d'ouvrage, les travaux de renforcement du réseau d'adduction en eau potable sur le secteur de la route de Morzine.

Parallèlement à ces travaux, le SYANE procède à l'enfouissement des réseaux secs.

Afin de rechercher les meilleures conditions techniques, financières et de délai de réalisation des travaux concomitants au chantier de voirie, il est proposé la mise en œuvre d'un groupement de commandes.

Il est constitué entre la commune et le SYANE, un groupement de commandes, tel que défini par l'article L.2113-6 du Code de la commande publique.

Le groupement de commandes constitué aura pour mission de procéder, dans le respect des règles de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des contractants, pour les marchés de travaux relatifs à cette opération.

Le SYANE est désigné comme établissement coordonnateur du groupement qui va mener jusqu'à son terme la procédure de passation des marchés.

Il y a lieu de désigner un membre titulaire et un membre suppléant de la Commission d'Appel d'Offres du groupement, représentant le SYANE.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver le projet de convention de groupement de commandes,
2. à désigner M. Joseph DEAGE comme membre titulaire du SYANE à siéger à la Commission d'Appel d'Offres du groupement, ainsi que M. Bruno GILLET son suppléant,
3. à autoriser le Président à signer ladite convention de groupement de commandes.

Adopté à l'unanimité.

13) COMMUNE DU MONT-SAXONNEX - AMENAGEMENT ESPACE LUDIQUE ET SPORTIF - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC - CONVENTION DE DESIGNATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA COMMUNE.

Exposé du Président,

La commune du MONT-SAXONNEX assure sous sa maîtrise d'ouvrage, l'aménagement d'un espace ludique et sportif.

Le programme intègre également des travaux d'extension du réseau d'éclairage public, sous maîtrise d'ouvrage du SYANE.

Considérant que la réalisation des ouvrages relève simultanément de la compétence de la commune et du SYANE, la faculté existe de désigner la commune pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux d'une même opération, afin de faciliter la conduite et la réalisation.

En effet, en application des dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique, il est stipulé que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage de l'opération, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

La convention prévoit ainsi les modalités de désignation de la commune du MONT-SAXONNEX comme maître d'ouvrage, ainsi que la répartition du financement des ouvrages :

Nature des travaux objet de la désignation de maîtrise d'ouvrage :

- Travaux de construction de réseau d'éclairage public

Montants estimés de l'opération :

- Réseaux d'éclairage public 59.670,00 € HT soit 71.604,00 € TTC

Participation financière du Syndicat :

- 30 % du montant HT (Hors Taxes) des travaux sur le réseau de l'éclairage public avec un plafond fixé à 4.000,00 € HT par candélabre et 1.200,00 € HT par console ou projecteur.

Soit une participation maximale pour le Syndicat de : 29.644,06 € (montant HT + part de TVA récupérée).

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver la convention de désignation de maîtrise d'ouvrage proposée,
2. à autoriser le Président à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité.

14) COMMUNE DE QUINTAL - SERVICE MUTUALISE DE CONSEIL ENERGIE - NOUVELLE CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE.

Exposé du Président,

Dans le cadre de ses actions en matière de maîtrise de la demande en énergie et de développement des énergies renouvelables, le SYANE a mis en place un service mutualisé de Conseil Energie auprès des collectivités.

Les modalités d'exercice de ce service sont définies dans le cadre d'une convention d'adhésion entre le SYANE et la commune, établie pour une durée de 4 ans.

En application de la délibération prise par le Comité syndical le 8 décembre 2022, la contribution annuelle appelée auprès des communes s'élève à 1 €/ an/ habitant DGF, à laquelle s'ajoute une part fixe de 200 €/ an. Ce montant de cotisation est voté chaque année par le Comité, le taux de participation du SYANE à hauteur de 50 % du coût du service est quant à lui garanti sur la durée de la convention.

La collectivité suivante souhaite adhérer au service de Conseil Energie :

| Nom de la commune | Nombre d'habitants DGF année N-1 | Montant de la contribution communale annuelle 2023 |
|-------------------|-------------------------------------|---|
| QUINTAL | 1.322 | 1.522,00 € |

Par délibération en date du 6 novembre 2023, la commune de QUINTAL a approuvé le transfert de la compétence « contribution à la transition énergétique et numérique » au SYANE. Le Comité du SYANE s'est réuni le 7 décembre 2023 et s'est prononcé favorablement sur le transfert effectif de cette compétence au SYANE.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver l'adhésion au service mutualisé de Conseil Energie de la commune de QUINTAL pour une durée de 4 ans,
2. à autoriser le Président à signer la convention correspondante.

Adopté à l'unanimité.

15) FOURNITURE DE GAZ NATUREL ET DE SERVICES ASSOCIES - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES.

Retiré de l'ordre du jour.

16) NUMERIQUE - REFERENTIEL TRES GRANDE ECHELLE ET PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIE (RTGE/PCRS) - SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA CONSTITUTION DU PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIE (PCRS) DE HAUTE-SAVOIE AVEC DIVERS GESTIONNAIRES DE RESEAUX.

Exposé du Président,

Dans le cadre de la réforme anti-endommagement des réseaux, la réglementation impose la mutualisation de l'élaboration et de la mise à jour d'un fond de plan topographique appelé Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS).

Le SYANE est Autorité Publique Locale Compétente (APLC) du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) de la Haute-Savoie, il en porte le budget et est responsable du service et de sa gouvernance. Le SYANE mène ce projet en partenariat avec la Régie de Gestion des Données Savoie Mont-Blanc (RGD) sur qui il s'appuie pour son expertise en matière d'acquisition de données géographiques, et pour ses compétences dans la diffusion de données. Une convention de partenariat, signée le 9 septembre 2021 par le SYANE et la RGD, précise les rôles et responsabilité de chacun.

Pour rappel, le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) est un fond de plan topographique de haute précision représentant les éléments des rues et permettant aux gestionnaires de réseaux de positionner leurs réseaux de façon précise.

Depuis 2020, pour les besoins du PCRS, le SYANE réalise une modélisation numérique du territoire, et génère de nouvelles données géoréférencées, dont les collectivités de Haute-Savoie ne disposaient pas jusqu'à présent et dont elles auront besoin à l'avenir pour la bonne gestion de leurs services publics en complément du PCRS. Il s'agit notamment de photographies aériennes et modèles d'élévation de très haute précision, de vues immersives, et de modélisations 3D qui constituent un Référentiel Très Grande Echelle (RTGE).

En 2022, le SYANE a rencontré les principaux gestionnaires de réseaux publics afin de présenter le mode de cofinancement envisagé, la gouvernance du projet et au final une convention de partenariat objet de cette délibération et dont les principaux éléments sont synthétisés ci-après :

- La convention est signée entre un gestionnaire de réseau, le SYANE et la RGD.
- La convention fixe les quotes-parts de cofinancement de chacun des gestionnaires de réseaux publics.
- La participation financière est versée sur 4 ans.
- Dans l'éventualité où des aides financières seraient octroyées pour la réalisation du PCRS mutualisé (fonds européens, fonds d'État), et où d'autres contributeurs participeraient financièrement au projet, la participation financière de chaque partenaire sera réajustée au prorata de sa participation initiale.
- Le SYANE est et demeure propriétaire des données objet du droit d'usage.
- Le gestionnaire dispose d'un droit d'usage sans limite de durée, sur toutes les données finales et intermédiaires du PCRS qu'il a cofinancées.
- La convention est conclue pour une durée de 4 ans à partir de sa notification, et peut être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements pris dans le cadre de la convention.

La convention proposée est :

| Gestionnaire de réseaux | Réseaux concernés | Participation financière du gestionnaire de réseaux en € sur 4 ans |
|------------------------------------|-----------------------|--|
| Commune de SAINT-GERMAIN-SUR-RHÔNE | Réseaux d'eau potable | 1.089 € |

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver la convention de partenariat proposée,
2. à autoriser le Président à la signer avec le gestionnaire.

Adopté à l'unanimité.

17) NUMERIQUE - DEMANDES D'ADHESION AUX SERVICES DE MUTUALISATION NUMERIQUE COMMUNALE ET SCOLAIRE.

Exposé du Président,

Dans le cadre de ses actions en matière de transition numérique, le SYANE a mis en place les services mutualisés suivants :

- Achat mutualisé d'équipements et services numériques
- Accompagnement au numérique communal et scolaire
- Accompagnement à la sécurité informatique : Pack Cyber Premiers Pas

Ces services visent à répondre d'une part, aux enjeux des collectivités en matière de politique d'équipement numérique et de cybersécurité et d'autre part, au besoin d'accompagnement et de conseil souvent associé. Pour rappel, les modalités financières de ces services, approuvées par délibérations du Comité syndical du 7 juillet 2022 et du 13 octobre 2022 sont :

Achat mutualisé d'équipements et services numériques

| Type d'Adhérent | Montant de la contribution annuelle au service ACHAT MUTUALISE D'EQUIPEMENTS ET SERVICES NUMERIQUES |
|-----------------|---|
| Commune | 0,30 €/habitant ; Plancher de 150 € ; Plafond de 3.000 € Sur devis pour les communes > 15.000 habitants |
| EPCI | 0,10 €/habitant + prise en charge du montant de la contribution communale si l'EPCI gère la compétence NUMERIQUE SCOLAIRE Pas de plancher ; Plafond de 3.000 € Sur devis pour les EPCI > 45.000 habitants |

Service Numérique Communal et Scolaire

| Type d'Adhérent | Montant de la contribution annuelle au service ACCOMPAGNEMENT AU NUMERIQUE COMMUNALE ET SCOLAIRE » |
|-----------------|--|
| Commune | 0,30 €/habitant ; Sans plancher ; Plafond de 3.000 € Sur devis pour les communes > 15.000 habitants |
| EPCI | Prise en charge de l'EPCI des contributions communales pour lesquelles l'EPCI gère le NUMERIQUE SCOLAIRE Quotes-parts de répartitions à élaborer dans les cas de gestion partielle du NUMERIQUE SCOLAIRE par les EPCI |

Service Cyber Premiers Pas

| Type d'Adhérent | Montant de la contribution annuelle au service PACK CYBER PREMIER PAS |
|--|---|
| Commune | 0,075 €/habitant ; Plancher de 87,50 € ; Plafond de 2.500 € |
| EPCI | 0,025 €/habitant ; Pas de plancher ; Pas de plafond |
| Cotisation spécifique à l'usage et bénéfice de la subvention | |
| Cotisation spécifique à l'usage | 7 % des montants achetés au titulaire de marchés publics fournisseurs des services. |
| Subvention SYANE / ANSSI | Déduction de la subvention SYANE / ANSSI à hauteur de 70 % des montants engagés TTC, dans un plafond de 1.300 € par collectivité, avec au moins deux solutions commandées parmi les quatre proposées. |

Le nombre d'habitants pris en compte dans le calcul de la cotisation est celui des données de « Population légale - Population municipale » publiées par l'INSEE au premier janvier de l'année en cours.

Enfin, un membre du SYANE souhaitant bénéficier de ces services doit au préalable transférer au Syndicat la compétence « Contribution à la Transition Énergétique et Numérique ».

Les marchés publics pour la cybersécurité ont été attribués le 23 mars 2023. Les marchés publics pour le service d'achat mutualisé et l'accompagnement au numérique communal et scolaire ont été attribués tout récemment, le 12 octobre dernier.

Depuis, de nombreux échanges sont intervenus avec les communes et intercommunalités de Haute-Savoie. A date, c'est environ 40 collectivités qui ont souhaité une présentation du dispositif proposé. Les retours sont très positifs.

Parmi elles, des communes ont souhaité adhérer rapidement à tout ou partie des services numériques proposés par le SYANE et ont délibéré en ce sens. Le tableau suivant liste ces communes, avec pour chacune, les services auxquels elles ont souhaité adhérer, et le montant de la cotisation annuelle.

| Collectivités | Services concernés | | | | Cotisation annuelle |
|-----------------------|--------------------|-----------------|---------------------------------|---|---------------------|
| | Cyber Premiers Pas | Achat Mutualisé | Numérique Communale et Scolaire | Date de délibération de la collectivité | |
| MENTHON-SAINT-BERNARD | | X | X | 13/11/2023 | 1.130,40 € |
| FAUCIGNY | | X | X | 05/09/2023 | 387,60 € |
| MONT-SAXONNEX | X | X | X | 27/09/2023 | 1.124,55 € |
| VALLEIRY | X | X | X | 12/10/2023 | 3.312,23 € |
| ETERCY | | X | | 30/11/2023 | 265,20 € |
| NANCY-SUR-CLUSES | X | X | X | 21/11/2023 | 371,30 € |
| TANINGES | X | | | 28/09/2023 | 257,18 € |

Trois de ces communes n'avaient pas déjà transféré au SYANE la compétence « Contribution à la Transition Energétique et Numérique » et ont donc délibéré en ce sens pour pouvoir bénéficier des services numériques. Il s'agit des communes de VALLEIRY, MENTHON-SAINT-BERNARD et ETERCY. Le Comité syndical du SYANE s'est réuni le 7 décembre 2023 et s'est prononcé favorablement sur le transfert de compétence de ces communes.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver les adhésions des communes ci-dessus, pour les services numériques indiqués,
2. à autoriser le Président à signer la convention correspondante.

Adopté à l'unanimité.

Divers

18) RESEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE - « PLAN QUALITE ELECTRICITE » A L'INITIATIVE DU SYANE - LISTE DES OPERATIONS DE TRAVAUX ELIGIBLES.

Exposé du Président,

Le SYANE a engagé, depuis 2014, un plan d'action dit « Plan pour la Qualité des réseaux » consistant en la réalisation d'opérations de travaux dédiées à la qualité des réseaux de distribution publique d'électricité et la qualité de fourniture électrique.

Ce plan d'actions s'inscrit en complément du dispositif des Conférences Départementales d'Investissement instauré par la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant organisation du marché de l'électricité, dite loi NOME, et en cohérence avec le Plan d'investissement prévu dans le cadre du nouveau de contrat de concession avec ENEDIS.

Ainsi, à chaque exercice budgétaire, une enveloppe financière est allouée pour la réalisation d'opérations éligibles « Plan pour la Qualité des réseaux » du SYANE (présenté dans le cadre du Débat d'Orientation Budgétaire du Syndicat).

Pour l'exercice 2023, cette enveloppe s'établit à 1,5 M€ selon des financements et taux de participations spécifiques en application des règles de financement du Syndicat à savoir :

- 60 à 80 % de participation du Syndicat pour toute opération répondant à certains critères d'éligibilité de résorption fils nus,
- 100 % de participation pour des opérations éligibles « Plan Qualité Electricité » inscrites à l'initiative du Syndicat, identifiées au titre du contrôle de concession et bénéficiant de financement FACé,

Afin d'alimenter et maintenir un portefeuille d'opérations inscrites à l'initiative du Syndicat et issues du contrôle de concession (100 % de financement SYANE), des listes d'opérations sont annuellement proposées et soumises à approbation du Bureau syndical.

Ainsi une liste de 15 opérations éligibles au « Plan Qualité Electricité » avec un financement à 100 % par le SYANE est proposée ci-après :

| N° | Nom de la commune | Nom du poste HTA/BT | Origine de l'identification du problème | Numéro d'opération |
|----|--------------------|---------------------|---|--------------------|
| 1 | ARACHES-LA-FRASSE | Genepi | DAC : Contraintes tension | 74014DE23105 |
| 2 | MAGLAND | Moranche | DAC : Contraintes tension | 74159DE23097 |
| 3 | MEGEVETTE | Moulins | DAC : Contraintes tension | 74174DE23110 |
| 4 | MIEUSSY | Les Metz | DAC : Contraintes tension | 74183DE23111 |
| 5 | LA RIVIERE-ENVERSE | Les Plans | DAC : Contraintes tension | 74223DE23113 |
| 6 | SAMOËNS | Grailly | DAC : Contraintes tension | 74258DE23114 |
| 7 | SAMOËNS | Mathonnex | DAC : Contraintes tension | 74258DE23115 |
| 8 | TANINGES | CEG | DAC : Contraintes tension | 74276DE23028 |
| 9 | VIUZ-EN-SALLAZ | Boex | DAC : Contraintes tension | 74311DE23116 |
| 10 | VIUZ-EN-SALLAZ | Chez Pellets | DAC : Contraintes tension | 74311DE23117 |
| 11 | CRUSEILLES | Raty | DAC : Contraintes tension | 74096DE23108 |
| 12 | ÉLOISE | Cimetière | DAC : Contraintes tension | 74109DE23109 |
| 13 | MINZIER | Minzier | DAC : Contraintes tension | 74184DE23112 |
| 14 | BOGEVE | Glandon | DAC : Contraintes tension | 74038DE23106 |
| 15 | CHATEL | Frenay | DAC : Contraintes tension | 74063DE23107 |

Chaque opération nécessitera une étude d'opportunité par les services du Syndicat qui permettra de confirmer (ou infirmer) la pertinence des travaux projetés. En effet, toutes les opérations identifiées et présentées au Bureau syndical ne donnent pas lieu à travaux ; leur inscription pouvant être fondée sur des données erronées (anomalie sur plan ENEDIS essentiellement).

Il est précisé que les communes auront la faculté, si elles le souhaitent, de rattacher à ces opérations des volets de travaux complémentaires (éclairage public, enfouissements coordonnés télécoms, ...) avec des participations financières conformes aux taux validés chaque année par le Comité syndical.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver la liste des 15 opérations éligibles au financement de travaux au titre du « Plan Qualité Electricité » du SYANE et qui seront engagées à l'initiative du seul Syndicat.

Adopté à l'unanimité.

19) FOURNITURE D'ELECTRICITE ET DE SERVICES ASSOCIES - DELEGATION DONNEE AU PRESIDENT.

Exposé du Président,

Dans le cadre des achats mutualisés d'énergie, le SYANE a notifié les marchés subséquents d'achat groupé d'électricité MF 23031 et MF 23032 le 2 mai 2023. Ils correspondent chacun à un lot :

- Le 1^{er} « lot 1 » sur le périmètre de distribution d'ENEDIS attribué à ENGIE sur la base d'un marché subséquent de 4 ans pour un volume annuel initialement estimé à environ 180GWh/an ;
- Le 2^{ème} « lot 2 » sur le périmètre de distribution des Entreprises Locales de Distribution attribué à ENALP sur la base d'un marché subséquent de 2 ans pour un volume annuel initialement estimé à environ 9,2GWh/an.

Les prix unitaires de fourniture du titulaire du lot n°2 sont fixes et ont été notamment déterminés, pour les années 2024 et 2025, sur la base de l'addition de coûts d'approvisionnement prenant en compte un recours à l'ARENH et à différents produits sur les marchés de gros de l'électricité.

En cours d'exécution du marché relatif au lot n°2, le SYANE, conjointement avec le titulaire, a constaté qu'un des membres du groupement - le Lycée Lachenal - avait exprimé auprès du SYANE, le 15 décembre 2022, son souhait de se retirer du groupement et de conclure un contrat de fourniture d'électricité pour couvrir ses besoins en fourniture d'électricité en dehors du cadre du groupement d'achat d'énergie dont le SYANE est coordonnateur.

La consommation prévisionnelle de ce membre représente près de 23 % des volumes devant être fournis par le titulaire sur les années 2024 et 2025. La notification du retrait de ce membre n'ayant pas été portée à la connaissance du titulaire en temps utile par le SYANE, ce dernier a acquis les volumes nécessaires à l'approvisionnement de ce membre. Il se trouve ainsi avec des volumes excédentaires qu'il convient de revendre dans des modalités qui doivent être définies par le titulaire conjointement avec le SYANE.

En l'espèce, le titulaire a acquis les volumes à un prix estimé à 565.000 €. Les conditions d'approvisionnement d'électricité sur les marchés de gros de l'énergie s'étant fortement améliorées depuis, le titulaire est amené à subir une perte liée à la différence entre le prix d'achat et le prix de revente des volumes d'électricité correspondant à l'approvisionnement du Lycée Lachenal (estimés à date du 4 octobre 2023 à 346.000 €).

Parallèlement, dans le cadre du MF 23031 attribué au fournisseur ENGIE, la période de collecte afférente à ce marché a permis de mettre en évidence un besoin à couvrir supplémentaire d'environ 4,5 GWh qui peut être de nature à affecter la flexibilité dont bénéficie les membres du groupement sur ce marché.

Dans ce cadre, le SYANE souhaite explorer avec ENALP et ENGIE la possibilité de trouver une solution permettant d'équilibrer partiellement, sur le périmètre des deux marchés, les volumes liés aux ajouts ou aux retraits de points de livraison.

Cette solution, pouvant prendre la forme d'un accord tripartite, aurait ainsi pour double objectif (i) de limiter l'entame de la flexibilité sur le marché MF 23031 et (ii) de limiter le surplus de volumes d'électricité devant faire l'objet d'une revente sur le lot MF 23032 pour les années 2024 et 2025.

Dans ce contexte, le titulaire ENALP, le SYANE et le fournisseur ENGIE ont convenu de se rapprocher afin de régler, par l'intermédiaire d'un accord, cette difficulté et de prévenir la naissance d'un différend.

A défaut d'un accord tripartite, le SYANE se verra dans l'obligation de traiter le 2^e point bilatéralement avec ENALP.

Un tel accord n'a pu être trouvé à date mais les échanges se poursuivent.

Dans ce contexte, les membres du Bureau sont invités :

1. à donner délégation au Président afin de convenir avec ENALP et/ou ENGIE d'un accord dans la limite d'un plafond de 350 k€,
2. à autoriser le Président à signer cet accord.

Adopté à l'unanimité.

20) DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE ET FOURNITURE AUX TARIFS REGLEMENTES DE VENTE - COMPTE RENDU ANNUEL D'ACTIVITE DES CONCESSIONNAIRES (CRAC) ENEDIS, EDF ET DES MISSIONS DE CONTROLE.

Exposé du Président,

Au titre de ses missions de contrôle, le SYANE analyse chaque année le Compte Rendu Annuel d'Activité (CRAC), dont le contenu est encadré par :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-3 et L.2224-31,
- Le décret n°2016-496 du 21 avril 2016 relatif au compte annuel d'activité des concessions d'électricité, aujourd'hui codifié aux articles D.2224-34 à D.2224-46 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'énergie,
- La convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente signée avec ENEDIS et EDF le 16 décembre 2019,
- L'article 44 et l'annexe 1 du cahier des charges de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente,
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 2 novembre 2023 où les concessionnaires ENEDIS et EDF ont été invités à présenter le CRAC 2022.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à prendre acte de la remise du CRAC 2023 au titre de l'année 2022 (CRAC 2022) dans les délais réglementaires,
2. à prendre acte avec réserves du Compte Rendu Annuel d'Activité ENEDIS pour l'année 2022 et acter les réserves suivantes :
 - le reversement anticipé du CRCP (Compte de Régularisation des Charges et des Produits) très élevé rend la lecture du compte de résultat 2022 difficile et particulière, car incomparable avec les années précédentes,
 - l'année 2022 a été marquée par la fin d'un programme pluriannuel de localisation et d'individualisation des ouvrages non localisés, avec la localisation des branchements individuels. Le CRAC, même s'il ne présente pas les impacts, présente assez peu de détails pour mesurer les impacts financiers ; et le rapport de fiabilité en complément également,

- une faible consommation de l'enveloppe PPI concernant le renouvellement de câble CPI (HTA), BT fils nus et lignes HTA exposés aux aléas climatiques,

3. à acter les points de vigilances suivants :

- vigilance sur le maintien d'un critère B stable et dans l'ambition du contrat de concession à savoir :
 - gain de 15 min à l'issus des 15 ans par rapport à la valeur repère de 2017 (90 min),
 - sous les 70 min à 30 ans,
- vigilance sur le volume total de réclamations reçues et traitées par ENEDIS,
- vigilance sur la répartition de la maîtrise d'ouvrage de travaux, fixée contractuellement au contrat de concession,

4. à prendre acte avec réserves du Compte Rendu Annuel d'Activité pour l'année 2022 d'EDF et acter les points de vigilances suivants :

- érosion de la baisse du nombre de clients aux TRV,
- poursuite à la baisse du nombre de réclamations.

Adopté à l'unanimité.

21) DISTRIBUTION PUBLIQUE DU GAZ NATUREL - COMPTES RENDUS ANNUELS D'ACTIVITE DU CONCESSIONNAIRE (CRAC) GRDF ET DES MISSIONS DE CONTROLE.

Exposé du Président,

Au titre de ses missions de contrôle, le SYANE analyse chaque année les CRAC de GRDF, dont le contenu est encadré par :

- L'article L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
- L'article 31 des cahiers de charges et l'article 7 de l'annexe 1 pour les contrats dits « historiques », signés selon un modèle de contrat postérieur à 1994, et mis à jour en 2010,
- L'article 32 des cahiers de charges et l'article 10 de l'annexe 1-1 pour les contrats de concession attribués à GRDF, suite à une procédure de mise en concurrence,
- L'article L.1411-3 et R.1411-7 du CGCT pour les contrats de concession attribués à GRDF, suite à une procédure de mise en concurrence,
- Le décret n° 2016-495 du 21 avril 2016, aujourd'hui codifié aux articles D.2224-48 à D.2224-52 du CGCT pris en application de l'article L.2224-31 du même code,
- L'avis de la Commission des Services Publics de l'Energie du 21 juin 2023, où le concessionnaire GRDF a été invité à présenter le CRAC 2022.

Les membres du Bureau sont invités :

1. à prendre acte de la remise du CRAC en 2023 au titre de l'année 2022 (CRAC 2022) dans les délais réglementaires,
2. à prendre acte avec réserve des comptes rendus annuels d'activité 2022 du concessionnaire GRDF et demander à GRDF :
 - la clarification et la justification des méthodes de valorisation des remises gratuites par les tiers des ouvrages de branchements collectifs,

3. à demander à GRDF les précisions suivantes sur des éléments identifiés dans le cadre des missions de contrôle du SYANE, à savoir :

Surveillance et maintenance :

- transmettre la liste des identifiants ou adresse des ouvrages concédés en retard de surveillance et de maintenance réglementaire (canalisations, robinets, postes de détente réseau, branchements collectifs et ouvrages de la protection cathodique),
- transmettre les taux de maintenance réglementaires des branchements collectifs et des ouvrages de la protection cathodique,
- indiquer en lieu et place ou en complément de la surveillance des ouvrages programmée et réalisée dans les comptes rendus d'activités, le taux de respect des exigences réglementaires pour les canalisations réseau, les robinets et les postes de détente réseau,

Eléments comptables du patrimoine concédé :

- transmettre impérativement le détail des passifs associés aux immobilisations comptables des biens de retour : amortissements techniques et provisions pour renouvellement (stocks à fin d'exercice, affectations au cours de l'exercice), ainsi que les amortissements de caducité et la valeur de remplacement,

Investissements :

- transmettre davantage de précision sur les finalités d'investissements transmises dans le compte rendu annuel d'activité et dans les données de contrôle, par exemple en transmettant les codes finalité associés aux investissements et utilisés par le concessionnaire,

Incidentologie :

- compléter la liste des incidents et fuites ayant eu lieu sur les ouvrages concédés avec les éléments suivants : type de fuite tel que défini au RSDG n° 14, identifiant technique, matière et année de mise en service de l'ouvrage siège de l'incident,

4. à acter les points de vigilances suivants :

- le suivi détaillé de la surveillance réglementaire de chaque catégorie d'ouvrage,
- la justification par GRDF des méthodes de valorisation comptable des remises gratuites de tiers, pour le cas des conduites d'immeubles et des conduites montantes mises en service avant 2005 et entre 2010 et 2022,
- la communication des données détaillées permettant le suivi des passifs associés aux immobilisations comptables des biens de retour : amortissements techniques et provisions pour renouvellement, ainsi que les amortissements de caducité et la valeur de remplacement.

Adopté à l'unanimité.

22) COMMUNE DE CHATEL - AMENAGEMENT DU LAC DE VONNES - TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE D'ECLAIRAGE PUBLIC - CONVENTION DE DESIGNATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA COMMUNE.

Exposé du Président,

La commune de CHATEL entreprend, sous sa maîtrise d'ouvrage, l'aménagement des abords du lac de Vannes.

Le programme intègre également des travaux de génie civil du réseau d'éclairage public, sous maîtrise d'ouvrage du SYANE.

Considérant que la réalisation des ouvrages relève simultanément de la compétence de la commune et du SYANE, la faculté existe de désigner la commune pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux d'une même opération, afin de faciliter la conduite et la réalisation.

En effet, en application des dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique, il est stipulé que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de

la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage de l'opération, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

La convention prévoit ainsi les modalités de désignation de la commune de CHATEL comme maître d'ouvrage, ainsi que la répartition du financement des ouvrages :

Nature des travaux objet de la désignation de maîtrise d'ouvrage :

- Travaux de génie civil d'infrastructures d'éclairage public.

Montants estimés de l'opération :

- Réseaux d'éclairage public 98.495,00 € HT soit 118.194,00 € TTC

Participation financière du Syndicat :

- 30 % du montant HT (Hors Taxes) des travaux de génie civil sur le réseau de l'éclairage public.

Soit une participation maximale pour le Syndicat de : 48.932,32 € (montant HT + part de TVA récupérée).

Les membres du Bureau sont invités :

1. à approuver la convention de désignation de maîtrise d'ouvrage proposée,
2. à autoriser le Président à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité.

23) QUESTIONS DIVERSES.

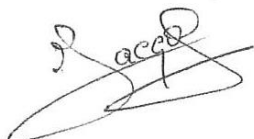
Point de présentation : Discussions sur la fibre, avec les entreprises ALTITUDE INFRA/SOGETREL.

Pour répondre à une précédente sollicitation des membres du Bureau, une information est donnée sur le déploiement du réseau, et plus particulièrement sur les communes sans travaux ou non encore éligibles au réseau de fibre. Un point est également fait sur les négociations avec le délégataire ainsi que sur les échanges plus tendus avec l'entreprise SOGETREL, chargée de la construction du réseau.

Le Président se rendra à PARIS ce 8 décembre pour recevoir un prix de l'association AMORCE, au titre des réseaux de chaleur.

L'ordre du jour étant épuisé et le chapitre des questions diverses clos, le Président remercie l'Assemblée et lève la séance à 15h40.

Le Secrétaire de séance,



JM. JACQUES



Le Président,



J. BAUD-GRASSET